

CORRIGES DES EXERCICES

Partie I HISTOIRE DES FAITS ET DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

Chapitre 2 L'évolution économique et sociale depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à La Seconde Guerre mondiale

1. Quelles sont les principales caractéristiques de la Révolution industrielle ?

Introduction

La Révolution industrielle fait entrer l'économie dans une phase de croissance continue. Elle s'accompagne nécessairement de transformations radicales dans un grand nombre de domaines. C'est aussi bien une nouvelle manière d'organiser le droit et les institutions, qu'une nouvelle manière de penser l'avenir et les relations entre les classes. L'unité de cette période se trouve dans une croyance immodérée dans le progrès technique, la science et l'innovation. L'Europe, puis le reste du monde vont s'inscrire durablement dans un temps orienté par l'amélioration continue de la vie matérielle.

1. Transformation rapide des technologies utilisées

On va assister en très peu de temps à toute une série d'innovations fondamentales qui vont contribuer non seulement à transformer la vie quotidienne des populations, mais également interagir sur tous les autres secteurs de l'activité économique. Ce phénomène d'innovation en grappes (*clustering*) a été approfondi par Joseph Schumpeter qui y voyait l'amorce des cycles économiques longs. Cette histoire est bien connue, depuis longtemps, elle avait même été détaillée par Karl Marx, ce qui laisse entendre que la plupart des auteurs du XIX^e siècle étaient conscients de son importance.

Il y a d'abord la *mécanisation des métiers à tisser* qui permet de produire de la toile bien moins chère qu'auparavant, permettant aux plus pauvres de se vêtir plus correctement. Le marché est énorme, et servira au développement du salariat sur une base très contestable et contestée puisque c'est dans ce secteur qu'on a trouvé les pires conditions de travail.

La *fonte du coke* va générer de nouvelles innovations dans la sidérurgie, permettant la production des rails de chemin de fer mais aussi des locomotives. Ensuite il y a la machine à vapeur qui permet des transformations multiples et variées, aussi bien dans l'industrie textile que dans le développement des chemins de fer.

Les *chemins de fer* apparaissent comme étant des innovations à part entière avec des effets sur tout le reste de l'économie. Son développement a des incidences positives sur la production métallurgique, mais également sur la production du charbon nécessaire à son fonctionnement. Il permet aussi d'accélérer les échanges produisant des effets positifs sur l'agriculture qui trouve de nouveaux débouchés. Ajoutons qu'une des retombées, non des moindres, réside dans le fait que grâce au chemin de fer se diffusent des normes de ponctualité absentes jusque là des formes rurales de la vie sociale.

2. Accélération de la croissance

C'est dans la période de la Révolution industrielle qu'on commence à comprendre que la croissance de la richesse peut améliorer le bien-être et qu'il ressort directement de la volonté des sociétés de la mettre en œuvre. La Révolution industrielle marque une rupture dans le trend de la croissance. On trouve cette idée particulièrement bien présentée dans les travaux de l'économiste W.W. Rostow qui a théorisé ce phénomène à partir de la notion « d'étapes de la

croissance » et de « *take off* ». Le *take off* représente la phase de décollage dans les principaux pays européens : elle dure environ une vingtaine d'années pendant laquelle le taux d'investissement s'élève rapidement dans le revenu national. C'est le début d'une croissance autoentretenue.

La date du décollage de chaque nation est très différente. Elle marque la concrétisation d'une prise de conscience nationale dans la nécessité d'agir volontairement sur les variables déterminantes de la croissance de longue période. Rostow donne 1783-1802 pour la Grande-Bretagne, la France suivrait à quelques décennies de distance (1830-1860), viennent ensuite les Etats-Unis (1845-1860), l'Allemagne (1850-1870) et bien après le Japon et la Russie.

Les phases de décollage n'apparaissent pas au même moment. Bien qu'il y ait des phénomènes évidents d'imitation. Au début du XIX^{ème} siècle en France on va visiter l'Angleterre de façon à s'inspirer des éléments de leur réussite. Les Allemands feront de même. Ces phases de décollage ne se fondent pas non plus sur les mêmes produits. Si l'Angleterre décolle sur une économie tirée avant tout par l'industrie textile, la France basera sa Révolution industrielle sur le développement des chemins de fer.

Le schéma présenté par Rostow est un peu réducteur. Il a été contesté sur plusieurs points. D'abord on a avancé le fait que ce type de scénario n'avait rien d'universel, et que si le décollage avait bien eu lieu en Angleterre et en Allemagne, on ne pouvait pas en dire de même d'un pays comme la France par exemple, mais plutôt d'une évolution lente. En outre, on souligne que la condition définie par Rostow d'un taux d'investissement exceptionnellement fort n'a pas été remplie partout, et pour cause ! En effet, vu l'étroitesse du marché on souligne, que les besoins limités en biens d'équipement lors de la première phase d'industrialisation, ne pouvait supporter un taux d'investissement aussi fort. D'autres points sont encore contestés, comme le fait d'une croissance auto-entretenue après la phase de décollage qui occulte les crises profondes et les récessions qui ont amené les économies occidentales dans des situations de stagnation durables. On a contesté également l'idée d'appliquer un tel schéma aux pays en voie de développement, au motif que l'entourage ayant considérablement changé (puisque en effet au moment de la première industrialisation, il n'y avait pas de pays industrialisés !). La seule certitude est qu'en fait le rythme de la croissance a changé, et que les chiffres calculés par A. Maddison montrent une nette inflexion, aussi bien en ce qui concerne le PIB que le PIB par tête.

3. Transformations de l'organisation de la production.

C'est un changement qualitatif qu'on pourrait presque dire lié à une transformation des valeurs culturelles de toute la société. C'est principalement l'avènement de la fabrique. Elle est fondée sur de grands ensembles de main d'œuvre qui sont gérés à l'intérieur d'une division du travail, telle qu'elle a été théorisée par Smith dans son *Enquête sur l'origine et les causes de la richesse des nations*. Avant même l'introduction de systèmes mécanisés, c'est à cette division du travail et aux longs horaires qui l'accompagnent que l'on attribue généralement les hausses importantes de la production dans les premières formes d'industrialisation. La mécanisation, possible du fait du développement de la machine à vapeur, va dans une phase ultérieure démultiplier les progrès de la division du travail, voire l'approfondir.

Cette nouvelle norme de production appelle aussi une remise en question des anciens rapports de subordination dans le travail : c'est la généralisation du salariat et du contrat de travail. Ce rapport social particulier va rapidement présenter la classe des prolétaires et celle des entrepreneurs dans un antagonisme irréductible.

En même temps se généralise l'économie de marché, et bien entendu les rapports monétaires et marchands dans l'ensemble de la société. L'économie politique se présente alors comme la pensée de ce mouvement (Karl Polanyi dans *La grande transformation* parlera de coup d'état dans la mesure où il considère l'économie politique comme un programme visant à réaliser l'intérêt d'une classe particulière, la bourgeoisie).

Tout cela accompagne les transformations de la vie urbaine où, sous la pression d'un exode rural continu, s'élaborent de nouvelles références culturelles, un nouveau mode de vie et de

nouveaux besoins. À cette époque se développe de nouvelles techniques d'édition qui vont susciter de nouvelles formes de lecture populaire : par exemple il commence à apparaître des écrivains pouvant vivre de leur plume, ce qui n'était pas le cas auparavant, de même les journaux vont se multiplier. Les efforts des différents gouvernements pour étendre l'instruction à l'ensemble de la population conforteront ce mouvement.

4. Les mutations politiques et institutionnelles

Il n'est pas certain qu'on puisse déterminer dans quel sens la relation se fait entre les mutations économiques et sociales d'une part, et les transformations politiques et institutionnelles d'autre part. La transformation économique et sociale issue de la Révolution industrielle s'accompagne dans tous les cas de transformations politiques et institutionnelles brutales et rapides. C'est en 1688 la révolution qui installe en Angleterre une monarchie parlementaire, mais c'est surtout la Révolution française de 1789 qui aura un impact durable et irréversible sur la nation française et sur l'ensemble des autres pays européens. Il ne faut pas oublier non plus la déclaration d'indépendance des Etats-Unis en 1776.

Ces mouvements importants ont été préparés et pensés par ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement des Lumières qui a une dimension européenne évidente : c'est les Encyclopédistes en France, mais ce sont aussi les philosophes anglais qui développent une philosophie politique libérale avec David Hume et Thomas Hobbes par exemple. Tous ont en commun de vouloir fonder philosophiquement la transformation des structures politiques qui brident la liberté individuelle. Ils demandent une égalité juridique entre les sujets d'une même nation. Ils annoncent évidemment la fin des privilèges liés aux structures sociales féodales et l'avènement d'une hiérarchie sociale qui ne sera plus fondée sur les ordres hérités de l'Ancien Régime. La figure de Napoléon sera, dans toute l'Europe, le symbole de ces aspirations nouvelles. Une des marques les plus importantes en Europe qui sera laissée par la Révolution française est certainement l'adoption sous des formes plus ou moins modifiées du code civil de Napoléon : c'est lui qui met fin d'une manière précise et définitive aux privilèges anciens et qui codifie les nouvelles relations sociales.

De nombreuses lois seront votées au moment de la Révolution française, on cite souvent la loi Le Chapelier qui, en juin 1791 interdit les coalitions et les corporations, ce qui va dans le sens d'une plus grande liberté d'entreprendre, avec comme contrepartie la disparition programmée des formes de travail artisanales : le salariat va pouvoir se développer sans frein, au détriment des salariés eux-mêmes. On citera encore la loi d'Allarde qui à la même époque consacre la liberté d'entreprendre, puis l'abrogation du *Bubble Act* en 1825 qui permet la création de sociétés sans l'autorisation du parlement.

Cette volonté de fonder la société civile sur des réalités indépendantes du pouvoir de la Monarchie et de l'Église, donnera aussi naissance en France à la production d'un nouveau calendrier fondé sur la décade (en quelque sorte une semaine de dix jours), avec un jour de repos par décade, et la suppression de la plupart des fêtes religieuses qui entrave le travail aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Mais les révolutionnaires de 89 avaient sous-estimés le poids de la tradition, et bientôt, on restaurera une partie des codes sociaux anciens, notamment en retournant au calendrier grégorien.

5. Les classes sociales

Si on considère que le XIX^{ème} siècle s'ouvre avec la Révolution française de 1789, on peut en parler aussi comme du siècle des révolutions politiques. Dès les premiers balbutiements de l'industrie naissante, on assiste à un développement de l'idéal révolutionnaire qui se fonde essentiellement sur :

- une critique du droit de propriété ;
- un élargissement de l'idée d'égalité au-delà de sa seule forme juridique.

Le développement des idées socialistes va se faire de manière concomitante avec la transformation des classes sociales. Sur le seul plan numérique on constate une montée de la bourgeoisie et du prolétariat, et un déclin de l'aristocratie et de la petite paysannerie. Cette transformation marquera durablement le paysage, pas seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan culturel : la révolution industrielle s'accompagne d'un accroissement continu de l'éducation, et par suite du développement d'une « culture populaire » ou d'une culture « socialiste ». Celle-ci se construit principalement autour d'une réflexion souvent approfondie sur le rôle du travail et des travailleurs dans la société. Le travail n'est plus considéré comme une malédiction, suivant les principes de l'Eglise, mais comme un processus libérateur de la créativité de l'homme : sur ce plan au moins, la bourgeoisie et le prolétariat sont sur la même longueur d'onde, les deux classes justifient leur prééminence dans la société à partir de l'idée que la maîtrise des conditions de travail ouvre des possibilités insoupçonnées en ce qui concerne la transformation positive de l'homme et de la société dans son entier.

2. L'évolution du capitalisme entre les deux guerres.

Introduction

Le capitalisme mondial va connaître une succession de grands bouleversements consécutivement à la Première Guerre mondiale. Celle-ci a laissé les populations aussi bien dans la misère matérielle que dans le désarroi moral. L'idée est qu'elle est le résultat d'un affrontement entre des impérialismes aux intérêts divergents. Ces deux décennies qui séparent les deux guerres mondiales sont riches en événements et en turbulences de toute sorte.

1. Monopoles et colonies

L'impérialisme, cette tendance à étendre un pouvoir national vers des colonies pour se procurer des débouchés et des matières premières exclusives, est analysé comme la conséquence de la concentration et de la fusion du capitalisme, grâce au développement du capitalisme financier. De quoi s'agit-il ? En fait de s'approprier un territoire aussi vaste que possible de façon à exercer un pouvoir de monopole sur ce même territoire en y limitant la concurrence des autres nations. Cette stratégie peut aller jusqu'à la guerre parce que les marchés sont limités et qu'il est nécessaire de s'approprier également, pour la survie même des monopoles, des sources de matières premières. De ce point de vue, la colonisation apparaît comme une réalité extrêmement moderne. Cette analyse est, dès les années 1910 répandue par les socialistes, aussi bien ceux optant pour une évolution démocratique de la société comme Rosa Luxemburg et Rudolf Hilferding, que les socialistes russes plus autoritaires comme Lénine et Boukharine. Tous ces auteurs ont fait de réels efforts pour poursuivre les analyses de Marx en les confrontant aux transformations du capitalisme moderne. Mais, si elle a été relativement bien accueillie par les milieux populaires c'est pour deux raisons :

- d'une part, au début du XX^{ème} siècle on constate une concentration encore accrue du capital. Donnons quelques exemples de cette concentration. Aux États-Unis, en 1908, on note que sept trust seulement possèdent ou contrôlent 1638 sociétés. La part des trusts dans la production textile représente 50% de toute la production nationale, 54% de la verrerie, 60% du livre et du papier, 62% de l'alimentation, 72% des spiritueux, plus de 80% de la chimie, et près de 80% de la sidérurgie. La *Standart Oil* fondée en 1870 par J.D. Rockefeller raffine à ce moment là moins de 4% du pétrole, mais il en contrôle en 1879 déjà 90% et encore 85% du commerce national et 90% des exportations. On trouve des exemples similaires en Allemagne avec le développement rapide de Krupp et de AEG ;

- et d'autre part, parce que les horreurs de la Guerre de 14-18 et ses conséquences économiques en terme de baisse des salaires et de chômage ont amenés les peuples d'Europe, principalement en Allemagne, en Autriche, mais aussi en Hongrie, à regarder les insuffisances du mode de production capitaliste et à considérer que l'avènement d'une société socialiste

moins dure et moins injuste était plus qu'un souhait, une nécessité. Ce discours a été d'autant mieux accueilli que les personnes les plus riches et les plus puissantes avaient paru très peu souffrir des restrictions imposées par la guerre, voire même il avait semblé que les capitalistes de nations officiellement ennemies avaient montré une grande capacité à s'entendre : c'est telle entreprise française qui continuait à fabriquer des munitions pour l'armée allemande qui continuait à bombarder les tranchées, ce sont aussi les puissances économiques allemandes qui demandaient l'aide de la France après 1918 pour mater les mouvements sociaux dans la Ruhr.

L'Allemagne cherche à se créer un empire colonial de façon à concurrencer de ce côté là aussi l'Angleterre et la France. Des heurts nombreux vont se produire sur la plupart des continents, et cela d'autant plus que de nouvelles puissances, le Japon et la Russie vont se mêler à ce jeu. Cela va de la guerre des Boers en 1899 jusqu'à la guerre russo-japonaise en 1904, de Fachoda en 1898 jusqu'aux premières velléités impérialistes japonaises en Chine. Au tournant du XXème siècle, la production et le commerce des armes se développent rapidement, appliquant et même anticipant des nouveaux principes techniques et organisationnels qui se retrouveront ensuite dans l'industrie. Ces tendances renforcées par un nationalisme accru vont aboutir à une guerre mondiale dont les horreurs à cette échelle avaient jusqu'alors quelque chose d'inédit.

Cependant, il ne faudrait pas seulement croire que la montée des idées socialistes est le seul résultat de la Guerre de 14-18. Dans tous les pays industrialisés, entre 1880 et 1914 on assiste à une montée et à une organisation de plus en plus efficace du mouvement ouvrier : de nombreux partis font le pari d'une transformation globale de la société par la réforme (c'est le cas de l'imposant parti social-démocrate allemand qui commence à obtenir des résultats électoraux significatifs), et d'autres au contraire s'engagent dans l'action révolutionnaire. Inspirés par l'exemple de la Commune de Paris en 1870, ils considèrent qu'il n'y a rien de bon à sauver dans la société capitaliste. C'est le cas de l'Internationale (A.I.T.). Et si la plupart des syndicats restent dans une optique réformiste, revendiquant l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, d'autres considèrent que seule une action révolutionnaire permettra réellement de changer de monde, c'est le cas de la C.G.T. en France. Toute cette activité politique s'accompagne d'une amélioration considérable du niveau d'instruction de la classe ouvrière. C'est sur celle-ci que peut s'appuyer aussi bien le développement d'une culture de classe, que la propagande des journaux destinés à la classe ouvrière.

Dans la période qui précède la Guerre de 14-18, les luttes sociales s'intensifient sur tous les continents : c'est la pendaison des anarchistes de Chicago le 1^{er} mai 1886 qui va donner naissance à la célébration du premier mai dans le monde entier. Mais ce sont aussi dans les années qui précèdent directement la guerre de longues grèves chez Renault en 1912 et 1913, ou chez Dietrich en 1913 qui ont pour but de s'opposer aux nouvelles méthodes de travail, c'est-à-dire à la mise en place d'un système fondé sur les idées de Taylor qui consiste aussi bien à découper encore plus finement les tâches, que de les chronométrer de façon à accroître le rendement. Les syndicats combattent cette parcellisation des tâches qui vide complètement l'ouvrier de toute possibilité de réflexion et qui l'éloigne encore un peu plus de la maîtrise des processus productifs. En effet, les ouvriers commencent à voir leur niveau d'instruction s'élever, et autour d'eux le monde a changé, dans le salariat global, la part des employés (les cols blancs) est devenue plus importante, avec de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Tout cela va inciter les ouvriers à revendiquer une plus grande part de responsabilité dans le processus de production, à refuser les nouvelles normes de travail. En outre, la conscience de la classe ouvrière est nettement travaillée par des tendances pacifistes qui se manifestent aussi bien dans la crainte de nouvelles guerres sur le sol européen que dans le refus des guerres coloniales. C'est dans ce climat de fortes tensions qu'intervient la Guerre de 14-18 : pour le mouvement ouvrier c'est la marque d'un échec complet dans la mesure où la plupart des syndicats ouvriers et des partis révolutionnaires ont prôné une attitude pacifiste, dénonçant la guerre comme le résultat des tendances impérialistes des différents capitalismes. Ne pas avoir su empêcher la guerre est déjà insupportable, la classe ouvrière, comme les autres compartiments de la société a été proprement décimée, un homme sur dix actifs dans l'industrie a péri sur les

champs de bataille, mais la guerre a ravivé les vieux démons nationalistes, renvoyant aux oubliettes les possibilités d'une solidarité internationale des travailleurs.

Entre 1914 et 1918, c'est au moins 8 millions de morts dont 2,7 en Allemagne et 1,7 en France. Mais l'effort de guerre, dans tous les pays a entamé largement les capacités productives de la nation. Cette guerre a détruit 32 % de la fortune nationale de l'Angleterre, 30 % de celle de la France et 22 % de celle de l'Allemagne, contre seulement 9 % de celle des Etats-Unis. A cela il faut ajouter une explosion radicale de la dette publique des gouvernements concernés. La dette publique des pays belligérants, c'est-à-dire la quasi totalité des pays développés, est passé de 26 milliards de dollars à la veille de la guerre à 225 milliards de dollars en 1920. Les problèmes financiers sont énormes, et les Etats-Unis qui ont eu la moindre part dans l'effort de guerre, vont devenir les premiers créanciers du monde développé : pour faire face à ses obligations extérieures, la Grande-Bretagne a emprunté 4 milliards de dollars aux Etats-Unis, et la France 3 milliards. Les alliés ont également imposé à l'Allemagne de fortes réparations de guerre dont le total s'élève à 33 milliards de dollars.

II. La lutte des classes et crise économique

Après la Guerre de 14-18, l'effort de reconstruction à réaliser est considérable : les salaires sont bas, les conditions de travail se sont nettement dégradées, et tout le monde a en mémoire les horreurs de la guerre. Sur le plan intellectuel se développe une modernité ancrée dans le pessimisme sur les possibilités pour la société d'aller en s'améliorant. On trouve cela dans les mouvements d'avant-garde, Dada à Zurich et à Paris, le mouvement surréaliste, mais également dans le flamboiement des idées artistiques à Vienne.

Cette période est ambiguë.

- Sur le plan politique, vont se développer des mouvements sociaux extrêmement ambitieux, c'est la révolution russe de 1917 et ses prolongements, les révolutions allemande et hongroise de 1919, mais ce sont aussi des mouvements sociaux italiens s'orientant vers une autogestion des entreprises, puis en 1936 c'est la révolution espagnole qui, en réponse au coup d'Etat de Franco va mettre en place des formes sociales inédites sur une aire si large, sous l'impulsion des syndicats anarchistes de la CNT. La planète entière semble alors prendre une voie socialiste et démocratique. Mais tous ces mouvements aboutiront rapidement à des contre-révolutions sanglantes : c'est la bolchévisation de la révolution d'octobre, avec la mise en place d'un régime policier sous l'égide de Lénine et de Trotsky. C'est l'écrasement dans un bain de sang des révolutions allemande et hongroise. Mussolini prend le pouvoir et construit un régime fasciste qui a aussi l'ambition d'étendre son pouvoir en dehors de l'Italie, notamment sur le continent africain, et cela se terminera à la veille de la Seconde Guerre mondiale par la défaite de la révolution espagnole qui s'effondre sous les coups conjugués de l'armée franquiste et de ses alliés allemands et italiens.

- Sur le plan économique, malgré le dénuement d'une grande partie de la population européenne, on assiste à un boom des affaires lié directement à la reconstruction. C'est dans cette période que se construit, et pour longtemps, le leadership de la puissance américaine. Sur la base 100 en 1913, l'indice de la production industrielle atteindra, en 1929, 142 pour les Etats-Unis, 100 pour la Grande-Bretagne, 62 en France, et 61 en Allemagne. Les Etats-Unis vont devenir exportateur net de capitaux et accroître rapidement leurs investissements directs à l'étranger, tandis que ceux de la Grande-Bretagne reculent fortement.

Le monde entier ne sait pas très bien comment se réformer. Sur le plan monétaire, les anglais pensent qu'il leur sera favorable de revenir à une parité or qui favorisera la puissance de la livre et par la suite le retour au leadership de la Grande-Bretagne sur le monde entier. Mais c'est négliger le sens dans lequel les relations doivent s'établir entre l'économie réelle et la valeur d'une monnaie, en effet, ce n'est pas parce qu'une monnaie est forte qu'on aura une économie performante. Keynes combatta d'ailleurs de manière isolé le fétichisme de la valeur or. C'est exactement l'inverse qui va se passer : c'est parce qu'une économie est performante qu'elle aura

une monnaie forte. En outre, sur le plan international, l'Angleterre n'a pas compris qu'elle n'avait déjà plus les moyens de rivaliser avec les États-Unis.

Le soutien que les autorités monétaires britanniques accorderont à la livre va avoir des conséquences ruineuses, d'abord pour le pays, mais ensuite sur l'ensemble du système des paiements internationaux. Les difficultés britanniques vont surtout se faire sentir sur les marchés extérieurs : en effet le cours artificiellement élevé de la livre pénalise les exportations de l'Angleterre, et ce d'autant plus que l'Allemagne (mais c'est aussi le cas des autres pays qui ont besoin de rembourser leurs dettes) va faire des efforts considérables à l'exportation pour se procurer les devises nécessaires pour faire face aux paiements des dommages de guerre. La contraction des débouchés extérieurs va plonger l'Angleterre, dès 1921, dans une grave crise qui va préfigurer celle des années trente. La récession va entraîner une croissance rapide du chômage : 1 million en janvier 1921, puis 2 millions au mois de juin.

Les mêmes tendances récessives vont être à l'œuvre aussi en France. Les autorités décident d'emboîter le pas à l'Angleterre et de revenir à un système de convertibilité or. Les Allemands feront de même, malgré leur fort endettement, ils ont obtenus des crédits très supérieurs à leurs besoins, ce qui va leur permettre de reconstituer leurs réserves en métal précieux et de revenir à une parité or en ce qui concerne le mark. Pour soutenir le cours de leurs monnaies, la plupart des pays vont se lancer dans la déflation.

On a souvent répété que les origines de la grande dépression qui suivit le krach boursier de 1929 résidaient dans les dérives du système monétaire international. Le réseau de dettes internationales fait survivre l'économie internationale dans un état d'endettement croissant et permanent. Pour éponger ces dettes, il aurait fallu que l'activité économique s'oriente dans une expansion rapide et soutenue, notamment parce que dans un système d'échange-or, il est impératif pour la plupart des pays qui y participent d'équilibrer principalement la balance commerciale. L'économiste C.P. Kindleberger insiste sur le fait qu'à cette époque, la défense étroite des intérêts nationaux a empêché la possibilité de stabilisation du système. Mais bien évidemment, on se demande quel pays aurait pu assumer la réorganisation du système monétaire. La plupart des pays européens, notamment l'Angleterre étaient trop affaiblis pour cela, et les États-Unis restaient sur une défense étroite de leurs intérêts nationaux.

Les difficultés sont grandes, aussi bien en Europe qu'en Asie et même en Russie où le nouveau régime a beaucoup du mal à remettre en route l'appareil de production (il compensera cela par une répression féroce, par une activité révolutionnaire en direction des autres pays, et aussi par un effort de propagande rarement égalé depuis qui s'appuiera sur le relais de nombreux intellectuels). Dans ce contexte, les années vingt seront marquées par un retour des pratiques protectionnistes. Les États-Unis devant la contraction de l'activité produite par le retour de la paix vont aussi bien prohiber les marchandises européennes que revenir à un contrôle de l'immigration. Il faut dire que leurs intérêts immédiats se retrouvent désormais plus facilement dans la création d'un marché panaméricain qu'ils peuvent contrôler plus facilement. A l'abri des difficultés du reste du monde, les États-Unis vont connaître une décennie incroyable de prospérité. Mais cette prospérité repose sur des bases extrêmement fragiles.

Conclusion

La catastrophe de la Seconde Guerre mondiale va déboucher sur une rénovation en profondeur des politiques économiques et sur une intervention croissante de l'État dans l'économie. En outre, l'économie de marché va devoir s'habituer durablement à la concurrence des autres modèles de société, représentés par les pays du bloc socialiste, à l'Est de l'Europe et en Asie.

3. Décrivez les mécanismes de la Grande Dépression aux États-Unis.

Introduction

Il y a eu au moins trois lectures différentes de cette période douloureuse, même si tous au fond s'accordent pour souligner que la tourmente économique des années trente explique largement la montée et le renforcement des régimes autoritaires, avec les conséquences que l'on sait, puisque la Guerre de 39-45 sera encore plus meurtrière, plus générale et plus destructive que celle de 14-18.

- Pour les socialistes, c'était la preuve de l'inefficacité du mode de gestion capitaliste, la destruction massive des moyens de production étant alors vue comme un immense gaspillage. Une partie des socialistes a cru aussi y voir la crise finale, ou du moins une annonce que celle-ci surviendrait bien un jour.

- Pour les économistes d'inspiration libérale, la crise de 1929 est le résultat d'une trop grande intervention de l'État dans les rouages de l'économie : on n'a pas laissé suffisamment les lois du marché jouer leur rôle, notamment en ce qui concerne le marché du travail. Les syndicats et les allocations chômage n'ont pas permis aux mécanismes naturels du marché de ramener l'équilibre en laissant les salaires chuter provisoirement.

- Enfin pour les économistes hétérodoxes dans la lignée de J. M. Keynes, cette crise est une crise de la demande qui prouve que les mécanismes du marché sont dans certains cas incapables de ramener l'équilibre de plein-emploi. Ils demandent qu'on utilise les outils de la politique économique pour réguler l'activité et éviter ainsi les à-coups dans le processus de croissance.

C'est cette vision des choses qui triomphera jusqu'au moins à la fin des années soixante-dix. Et d'ailleurs, après la Seconde Guerre mondiale, non seulement les États développés adopteront tous peu ou prou des politiques conjoncturelles d'inspiration keynésienne, mais ce sont aussi ces idées qui présideront en 1945 à la réforme de l'architecture du système monétaire international, avec la création de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International sous l'égide des Nations Unies.

1. Le développement de la crise

Le krach proprement dit concerne exclusivement les États-Unis. C'est dans ce pays à la prospérité jusqu'ici insolente, si on la compare à la situation des pays européens, que va se dérouler la crise boursière la plus forte de tous les temps. Entre 1926 et septembre 1929, l'indice boursier passe de 100 à 216. Le processus était cependant déjà connu, on l'avait déjà vu à l'œuvre lors de la crise de 1886 en Angleterre, mais il faut croire que le marché boursier n'a pas de mémoire. La hausse des cours boursiers reflète, lorsqu'elle est durablement plus rapide que celle de la croissance, d'abord une recherche de gains spéculatifs à court terme : l'achat de titres boursiers ne résulte pas d'une volonté de placement, ou d'une recherche de dividendes, mais plutôt d'un profit à court terme. Cette tendance sera d'autant plus accentuée que le nombre d'acquéreurs de titres est de plus en plus important. C'est exactement ce qui s'est passé dans ces années-là aux États-Unis quand s'est développé un actionnariat populaire, facilité par les possibilités d'acquérir des titres à crédit. Les acheteurs pensaient pouvoir rembourser l'argent emprunté et de surcroît obtenir un profit substantiel lors de la revente de leurs actions. J.K. Galbraith remarque que cette tendance à la spéculation s'expliquait par plusieurs facteurs qui se confortent l'un l'autre :

- d'abord la prospérité évidente du pays au seuil de la Grande Dépression. Le niveau de vie s'améliorait rapidement, surtout en ce qui concerne les classes moyennes et défavorisées ;

- ensuite, le développement des nouvelles possibilités de crédit proposées par les agents de change à leurs clients, et surtout le fait que les banques peuvent prêter à très court terme aux spéculateurs à des taux avoisinant les 12%, alors même qu'elles peuvent se refinancer auprès de la *Federal Réserve* à 5 % !!

- enfin, il signale l'importance des déclarations euphorisantes de quelques grands capitalistes qui assurent que tout le monde doit prendre part à la prospérité future. 1929 est une année électorale qui verra l'élection du candidat républicain Hoover, et personne n'a envie de tirer la sonnette d'alarme. Il est amusant de se souvenir d'ailleurs que les républicains répétaient partout

que l'élection du candidat démocrate serait catastrophique pour le pays, le plongeant dans la récession !

On a beaucoup insisté sur le fait que de nombreux économistes, et pas des moindres, n'avaient rien vu venir, c'est le cas notamment de Mitchell qui dirigeait un institut de prévision à Harvard et qui disait encore le 15 octobre 1929, en tant que président de la Banque fédérale de réserve de New York, que la situation économique aux États-Unis était parfaitement saine et que le niveau de la valeur des actions reflétait correctement le degré de prospérité de la nation. On cite également l'économiste Irving Fischer (le père de la théorie quantitative de la monnaie) qui déclarait le même jour « Les cours de la Bourse ont atteint un haut plateau permanent... je m'attends à voir la Bourse beaucoup plus haute qu'aujourd'hui d'ici quelques mois ».

Il est facile d'ironiser a posteriori sur la myopie de ces faux prophètes, mais on oublie que si ces derniers se donnaient le droit de commenter la hauteur des cours de la Bourse, c'est bien que ceux-ci posaient déjà des questions dans le pays. Et pour cause, en effet, le 12 juin 1928 un premier choc de grande ampleur avait déjà inquiété le public : ce jour là, le cours des actions chute en moyenne de 23 % et plus de 5 millions de titres changent de mains. Mais dès le mois de juillet la hausse a repris de plus belle, effaçant cette première baisse. Les signes avant-coureurs d'une baisse brutale de la Bourse s'annonçaient dès le début du mois d'octobre 1929.

Le coup de tabac intervient le fameux « jeudi noir », le 24 octobre 1929 quand la panique s'empare des détenteurs de titres qui ont besoin de liquidité pour faire face à leurs échéances vis-à-vis de leurs créanciers : ce jour là l'offre de 12 894 650 actions se retrouve en face d'une demande quasi nulle. La baisse des cours n'est cependant pas complètement catastrophique parce que les banques vont intervenir massivement pour racheter les titres en détresse et soutenir temporairement leur cours. Néanmoins, la baisse sera comprise entre 12 et 23 points ce jour là. Le vendredi et le samedi, on assiste à une stabilisation des cours qui laisse croire que la baisse pourra être enrayée. Mais, le lundi la baisse repart. Ce sont encore plus de 9 millions d'actions qui sont offertes au public sans contrepartie véritable puisque les banques décident de ne plus intervenir et pour cause, elles n'en ont plus les moyens puisqu'elles sont déjà fortement endettées auprès de la Banque centrale et qu'elles présagent déjà une défaillance généralisée de leurs débiteurs. L'indice des cours des actions des entreprises industrielles publié par le *Times* perd encore 49 points. C'est cependant le mardi 29 octobre, le fameux « mardi noir » qui va définitivement entériner la réalité d'un krach boursier de première grandeur : ce jour là 33 millions d'actions sont échangées face à une offre tellement faible que les cours sont encore divisés par deux.

Malgré l'ampleur de la crise boursière beaucoup pensent que celle-ci se limitera au secteur bancaire et n'aura qu'une incidence limitée sur l'activité industrielle. La dépression va être profonde : la baisse du revenu national continuera jusqu'à la fin de 1933. En moins de quatre années, le revenu des États-Unis, pourtant déjà la nation la plus puissante et la plus moderne, est divisé par plus de deux ! C'est toute une *économie d'endettement qui s'effondre*. C'est le secteur bancaire qui va être touché en premier, justement à cause de la succession des défaillances des débiteurs. Ce sont plus de 5000 établissements bancaires qui sont en cessation de paiement entre ces deux dates. Les prix poursuivent également ce mouvement dépressif. La baisse des salaires et des revenus entraîne toute l'économie dans une spirale dépressive.

II. De la crise boursière à la crise de surproduction

Toutes les variables sont orientées à la baisse, et la production intérieure des États-Unis va être divisée par deux en quatre ans ! L'emploi est évidemment touché de plein fouet, et le chômage explose. La première année de la dépression, ce sont presque 5 millions de salariés qui se retrouvent au chômage, et trois ans plus tard, au cœur de celle-ci, le chômage atteint 13 millions d'individus. Ce phénomène prend des allures d'autant plus dramatiques que le système d'assurance contre les risques de perte d'emploi est inexistant, ou lui-même en faillite. Les chômeurs de longue durée n'auront comme soutien principal que celui des organisations caritatives. La crise est non seulement profonde, mais elle se propage très rapidement dans

toute la société. Les États-Unis, à la veille de la grande dépression produisaient environ 45 % de la production industrielle mondiale, mais dans le même temps ils représentaient 12,5 % des importations mondiales, ce qui signifie que pour la première fois, la crise économique dans un pays va rapidement entraîner les autres pays, particulièrement les pays européens dans la crise. C'est l'ensemble de la production industrielle mondiale qui va baisser de près de 30% entre 1929 et 1933. Ce qui incite les pays à se livrer à une concurrence de plus en plus féroce, entraînant une baisse des prix rapide (pendant cette période, on verra les prix du commerce mondial chuter de 60%), le commerce mondial diminuant beaucoup moins fortement que la production industrielle.

Ainsi, la baisse brutale des importations américaines va produire une baisse conséquente de la production industrielle dans les pays européens. Mais, la crise fait aussi que les investissements américains se retirent massivement. Dès 1928, le retrait des capitaux américains de l'économie allemande plonge dans la crise ce pays qui n'a pas encore retrouvé son niveau de production d'avant la Première Guerre mondiale. La crise mondiale s'approfondit : d'une part la baisse de la demande américaine entraîne la demande mondiale dans la dépression, et l'effondrement de la balance commerciale américaine agit directement sur le volume de la production industrielle mondiale, d'autant que largement excédentaire au début, elle devient rapidement déficitaire ensuite.

Tous les prix mondiaux vont être orientés à la baisse, et pour protéger leurs économies nationales, la quasi-totalité des pays vont se lancer dans le protectionnisme. Les premiers à le faire sont les États-Unis dès 1930 sous l'impulsion des Républicains, avec l'idée de protéger d'abord l'agriculture nationale. La baisse des prix mondiaux va particulièrement pénaliser les pays les plus pauvres et les fournisseurs des matières premières. L'ensemble des pays vont augmenter leurs droits de douane en réaction à la politique américaine.

L'effet dépressif des mesures protectionnistes prises par l'ensemble de la communauté mondiale va être amplifié par l'effondrement du système monétaire international en 1931. La Grande-Bretagne va abandonner l'étalon-or, et cette mesure va ouvrir la voie à une course à la dévaluation des monnaies nationales, seul palliatif envisagé pour rééquilibrer les balances commerciales.

Conclusion

Bien entendu, les choses ne vont pas rester en l'état, les gouvernements nationaux vont réagir, et particulièrement les pays les plus touchés par la crise, à savoir les États-Unis et l'Allemagne. On remarque que l'ouvrage majeur de J. M. Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt*, va être publié en 1936, et son immense succès international va concrétiser la vision qu'on a eu à l'époque de la crise et de ses solutions, incitant aussi à s'orienter vers une approche macro-économique de la compréhension des phénomènes. Mais les autorités politiques et économiques n'avaient évidemment pas attendu Keynes pour identifier la Grande Dépression comme une crise de la demande.

4. Définissez l'ampleur et les conséquences du New Deal

Introduction

Le programme américain de relance de l'économie a été certainement le plus spectaculaire et le plus ambitieux de tous les plans qu'on a vu à cette époque. Il est d'autant plus spectaculaire qu'il est global et qu'il va modifier les fondements du système économique. En effet, ce programme est la mise en œuvre du programme électoral du démocrate F. D. Roosevelt. Ce programme a été qualifié de keynésien, tant il semblait donner un contenu concret aux théories du maître anglais. Mais en fait, Keynes en a été tenu complètement à l'écart, ce qui le mis dans une grande colère et lui fit dire que les universitaires entourant le président étaient

incompétents, et que le plan de relance était voué à l'échec, F.D. Roosevelt n'ayant même pas daigné le recevoir.

I. L'arme du budget et de l'émission monétaire

	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde</i>
1929	3,8	2,6	+1,2
1930	3	2,8	+0,2
1931	2	4,2	-2,2
1932	1,7	3,2	-1,5
1933	2,7	4	-1,3
1934	3,5	6,4	-2,9
1935	4	6,5	-2,5
1936	5	8,5	-3,5
1937	7	7,2	-0,2
1938	6,5	8,5	-2

Tableau n° 12 : Deficit du budget américain pendant la Grand Dépression
(en milliers de \$ - source, D. Artaud, *Le New Deal*, Armand Colin, 1993)

Le premier objectif est de rompre l'immobilisme monétaire qui a conduit tout simplement à une déflation qui restera longtemps dans les mémoires comme une erreur majeure de politique économique. Il faut faire en sorte que les prix repartent à la hausse, aussi bien pour réactiver l'économie que pour reconstituer un pouvoir d'achat salarial suffisant. Dans ce domaine des mesures spectaculaires vont être prises. Le Président lui-même annonce le 22 octobre 1933 que le Trésor rachètera l'or non plus à 20,67 \$ l'once, mais à 31,36 \$, ce prix étant porté ensuite le 16 janvier 1934 à 34,35 \$ l'once. Cela correspond à une dévaluation de fait du dollar et à une injection importante de liquidités dans l'économie. Le but est de faire grimper les prix et de faciliter aussi une reprise des exportations américaines qui stagnaient depuis 1930. De nombreuses autres mesures monétaires sont prises, notamment en mars 1933 la possibilité pour le Président de dévaluer par décret la valeur du dollar jusqu'à 50% ! On est loin des politiques qui ont précédé l'élection de Roosevelt et qui ont cours aujourd'hui dans le monde développé, même Keynes n'aurait pu imaginer une telle pratique désinvolte de l'inflation. Au même moment, le Président obtient le pouvoir d'imposer aux banques de Réserve Fédérale un emprunt de 3 milliards de \$ et aussi la possibilité d'émettre des billets pour une valeur aussi égale à 3 milliards de \$, sans contrepartie en valeur-or. Cette façon de faire fonctionner la planche à billets est évidemment hérétique du point de vue de l'économie orthodoxe, et les économistes libéraux le reprocheront longtemps à Roosevelt lui imputant *post mortem* des responsabilités dans l'hyper-inflation des années 1970 ! En fait, cette action autoritaire de la présidence s'apparente à une redistribution des cartes, modifiant le partage de la valeur ajoutée principalement en faveur des salariés et au détriment des propriétaires et des rentiers. On voit bien quel a été la modernité de ce type de politique monétaire inédite à l'époque. D'autres mesures seront prises pour améliorer la garantie du système bancaire américain, garantie qui avait été défaillante totalement au moment du krach de 1929, notamment en créant un fond d'assurance.

II. Les interventions sectorielles

Le second et important volet de l'action de l'administration Roosevelt a été dans le domaine social. Il s'agit de faire remonter la part des salaires dans la valeur ajoutée, notamment en proposant une diminution progressive de la durée hebdomadaire du travail. A ce moment là, l'administration Roosevelt pense qu'on peut rapidement aller vers les 32 heures par semaines ! Un vaste plan d'emplois payés sur fonds publics va être mis en œuvre à travers une politique de

grands travaux inédite à cette échelle. Le fonds créé à cet effet dépensera entre 1933 et 1942, date de sa disparition, environ 13 milliards de dollars. Ces fonds seront gérés par la *Public Works Administration*, ils permettront de créer, entre 1933 et 1938, 3 800 000 emplois, ce qui diminue directement d'un tiers le volume du chômage. Ces travaux vont permettre de réaliser des infrastructures de base qui serviront au développement et à la modernisation futurs de l'Amérique. C'est plus de 122 000 bâtiments publics, plus d'un million de kilomètres de routes, 77 000 ponts, 285 aéroports. Ce sont des travaux de très grande ampleur. Toujours dans le même ordre d'idée, on retiendra les efforts d'aménagement hydro-électrique de la vallée du Tennessee. Malgré son adhésion très large de la population à l'ensemble de cette politique, cette dernière initiative sera encore plus critiquée que les autres interventions de l'administration Roosevelt dans l'économie américaine, la critique vient en premier lieu des milieux d'affaires et des économistes libéraux qui ne supportent pas la moindre intervention dans le jeu des marchés, et qui continuent à affirmer que la crise de 1929 est d'abord le résultat d'une trop grande intervention de l'État dans l'économie, et de la rigidité introduite sur le marché du travail du fait de la puissance des syndicats. Pour eux, l'action de l'administration démocrate était proche de celle des communistes Russes !

Le troisième volet important de l'action du gouvernement va être en faveur de l'agriculture. Là aussi le programme est très ambitieux, il s'agissait d'une part de soutenir les prix intérieurs, de façon à reconstituer le pouvoir d'achat des agriculteurs, mais, comme ces prix se sont rapidement élevés au dessus de celui des cours mondiaux, il a fallu également soutenir les exportations en les subventionnant directement par l'État.

Conclusion

Les mesures de l'administration Roosevelt furent très critiquées par les milieux d'affaires et une partie des économistes, les libéraux. La droite républicaine était tellement hostile à Roosevelt et ses mesures qu'elle refusera même de le suivre lorsqu'il s'engagera contre l'Allemagne, préférant une entente directe avec Hitler, notamment parce qu'il semblait être le meilleur rempart contre la progression du bolchevisme en Europe. Ces mesures plus radicales et audacieuses qu'on le pense, se sont appuyées entre 1933 et 1938 sur un déficit budgétaire très important, compris entre 10 et 15 % suivant les années ! Mais l'ensemble de ces mesures ont été massivement approuvées par le public, elles ont permis notamment à Franklin D. Roosevelt d'être réélu encore deux fois et d'être le président à avoir exercé ses pouvoirs le plus longtemps. Elles ont été soutenues aussi par les intellectuels et le cinéma hollywoodien qui a développé à cette époque une cinématographie centrée directement sur les problèmes sociaux de cette époque. La firme Warner Bros appuyant activement les efforts du président Roosevelt.